

*États et rapports déposés auprès du Greffier
de la Chambre*

Les documents suivants, remis au Greffier de la Chambre, sont déposés sur la Table, conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 41 du Règlement, savoir:

Par M. Macdonald (Rosedale), membre du Conseil privé de la Reine,—Listes des actionnaires des banques à charte des banques du Canada, à la fin de l'année financière terminée le 31 octobre 1975, conformément au paragraphe (1) de l'article 119 de la Loi sur les banques, chapitre B-1, S.R.C., 1970. (Textes français et anglais). (Document parlementaire n° 301-1/68A).

Par M. Sharp, membre du Conseil privé de la Reine,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 13 février 1976 (Question n° 3350), demandant: 1. *a*) Combien chaque ministère emploie-t-il de fonctionnaires qui touchent \$30,000 ou davantage en traitements et allocations de dépenses et quels sont *b*) le nom de ces fonctionnaires, *c*) leur langue maternelle, *d*) les services spéciaux qu'ils rendent, ainsi que *e*) le montant qu'ils reçoivent exactement?

2. Quel est la durée du contrat de chacun? (Document parlementaire n° 301-2/3350A).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 18 février 1976 (Question n° 3654), demandant: 1. Depuis le 20 avril 1968, combien en a-t-il coûté aux contribuables pour les meubles, l'équipement, les installations fixes, les moquettes et autres du bureau de chaque ministre, *a*) au ministère, *b*) à la Chambre des communes?

2. Pour la même période de temps, quel a été le total des dépenses de tous les ministères? (Document parlementaire n° 301-2/3654A).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3721), demandant: 1. Quel est le montant global des frais, pour

lesquels il est possible d'obtenir des données, payés l'an dernier aux frais des contribuables, pour offrir des moyens de transport aux sous-ministres et en particulier pour *a*) les services de chauffeurs, *b*) le salaire des chauffeurs, *c*) les allocations pour le millage, *d*) les indemnités de repas, *e*) le montant global des salaires, y compris le surtemps et autres?

2. Quelle fraction est imputable à chaque ministère? (Document parlementaire n° 301-2/3721C).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3765), demandant: 1. En 1975 jusqu'à ce jour, combien de personnes ont subi le test de bilinguisme à la Fonction publique en vue de la prime de 7%?

2. Combien de personnes d'expression *a*) anglaise, *b*) française ont (i) réussi (ii) échoué?

3. Quels sont les critères d'évaluation?

4. Le test est-il valable? (Document parlementaire n° 301-2/3765E).

Par M. Sharp,—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, en date du 16 février 1976 (Question n° 3860), demandant: 1. Combien chaque ministre du présent cabinet a-t-il dépensé depuis 1970 *a*) pour rénover, *b*) redécorer son bureau (i) au ministère (ii) à la Chambre des communes?

2. Combien ont coûté, l'an dernier, tous les porte-documents que le gouvernement distribue à ses fonctionnaires?

3. A quelles catégories et à combien de fonctionnaires fédéraux, sauf les ministres du cabinet, fournit-on *a*) des voitures officielles, *b*) des chauffeurs payés par le Trésor public et à combien en estime-t-on le coût total pour le présent exercice financier? (Document parlementaire n° 301-2/3860D).

A 10 h. 21 du soir, la Chambre s'ajourne à demain, à deux heures de l'après-midi, en conformité des dispositions du paragraphe (1) de l'article 2 du Règlement.